

Extrait du Spyworld Actu

<http://www.spyworld-actu.com/spip.php?article13874>

Défense : la France prévient l'UE du risque d'un condominium sino-américain

- Défense - France -



Date de mise en ligne : vendredi 24 septembre 2010

Spyworld Actu

"Au rythme où nous sommes, progressivement l'Europe est en train de devenir un protectorat et dans 50 ans nous deviendrons le jeu de l'équilibre des puissances nouvelles, où nous serons sous un condominium sino-américain", a-t-il ajouté, rendant compte à la presse de son intervention devant les autres ministres lors d'un dîner jeudi soir et une séance de travail vendredi matin.

En effet, alors que "tous les pays du monde se réarment", les budgets militaires des Européens étaient "déjà extrêmement faibles" avant la crise économique et ils se préparent à "procéder à de nouvelles réductions budgétaires", a souligné M. Morin pour s'en alarmer.

Signalant qu'il ne s'agit pas de simples "mathématiques", mais de "mathématiques politiques", suggérant donc qu'il s'agissait aussi d'une question de volonté, le ministre français a plaidé pour que sans attendre les pays de l'UE procèdent à une analyse de leurs objectifs en matière militaire.

"Il faut une analyse des capacités que nous voulons garder en toute souveraineté, de celles que nous voulons mutualiser et de celles qui pourraient être (utilisées) en interdépendance", pour les pays qui n'en seraient pas dotés, a affirmé M. Morin.

La délégation française a estimé que la Belgique qui assure la présidence semestrielle de l'UE était disposée à suivre Paris sur ce point.

Le ministre belge Pieter De Crem "a annoncé qu'il saisirait les institutions européennes d'un certain nombre de propositions des Etats" membres, dont celles de la France, a indiqué M. Morin, se félicitant de la "pugnacité" de son collègue.

La Pologne s'est montrée également favorable à un coup d'accélérateur, près d'un an après l'entrée en vigueur du traité de Lisbonne autorisant les pays qui seraient volontaires à renforcer leur coopération militaire sur une base permanente.

"On n'avance pas assez vite pour appliquer le traité de Lisbonne dans le domaine de la défense", a confié à des journalistes son ministre de la Défense Bogdan Klich.

M. De Crem a reconnu qu'un certain "mécontentement" s'était fait jour chez plusieurs pays "sur la façon dont est conduite la coopération militaire européenne".

Post-scriptum :

<http://www.lemonde.fr/depeches/2010...>